

**En un an le prix du baril de référence est passé de 30 à plus de 50 \$. Demain, il dépassera peut-être 60, ou 100 \$. Ces annonces banalisées ne choquent plus personne. Parce qu'à chaque nouveau record, l'opinion publique a droit à une**

**sempiternelle rengaine de désinformation. Les dépêches d'agences sont toujours les mêmes : «Le prix du pétrole a encore battu un nouveau record sur un marché dominé par l'inquiétude sur les stocks américains et l'approvisionnement**

**du marché mondial, des désordres au Nigeria et des attentats en Arabie Saoudite ainsi que des cyclones au sud des Etats-Unis, la persistance de la violence en Irak et la situation du géant pétrolier Ioukos en Russie, et blablabla».**

**CHOC PÉTROLIER OU CHOC MONÉTAIRE ?**

**La flambée du baril anticipe la dévaluation du dollar**

Par SAÂD LOUNÈS

Noyé au milieu d'aléas conjoncturels, le tapage médiatique fait constamment une fixation sur les pays de l'OPEP, comme si tout dysfonctionnement de l'économie mondiale ne dépendait que de ce cartel. Tout le reste est sciemment occulté et réservé aux débats d'experts et aux rapports confidentiels. Le fait que les deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole se situent au Moyen-Orient, notamment en Arabie Saoudite et en Irak, fait monter la tension et excite toutes les convoitises.

Depuis 1999, les experts pétroliers ne cessent de se questionner sur la flambée du prix du baril. Ils ont épuisé toutes les réponses données par le marché pétrolier.

Tous leurs pronostics et tous leurs scénarios ont été faussés.

Parce qu'ils se sont contentés d'une approche industrielle et marchande (capacités de production et de stockage, analyse de la demande, accord OPEP/non-OPEP, spéculations des marchés, etc.). Quand on ne trouve pas les explications aux flambées du prix du pétrole dans le marché pétrolier, il faut aller les chercher dans le marché monétaire.

**L'OR NOIR, NOUVEL ÉTALON MONÉTAIRE**

Le marché du pétrole est le plus grand marché de matières premières du monde avec 10% des flux commerciaux. Les grandes places des échanges sont le New York Mercantile Exchange (NYMEX) et le London International Petroleum Exchange (IPE). La demande mondiale de pétrole est concurrentielle. Ce sont les lois du marché qui fixent le prix du baril dans la transparence et la liberté des transactions. Ce n'est ni l'OPEP, ni les non-OPEP, ni les compagnies pétrolières, ni les

lois du «marché physique» des matières premières qui parlent.

On donne toujours au marché pétrolier une apparence très sophistiquée et compliquée, alors qu'il reste primitif dans son fonctionnement comme tous les marchés. D'une part, le prix est fixé par une confrontation entre l'offre et la demande. D'autre part, ce prix est fixé dans une unité de compte monétaire (le dollar US) dont la valeur est elle-même variable et soumise à des turbulences plus fortes que celles du marché pétrolier. La monnaie étant elle-même une marchandise, la comparaison entre deux marchandises fixe la valeur relative de chacune d'elles. C'est donc le baril de pétrole, communément appelé «or noir», qui s'impose en «nouvel étalon monétaire» comme jadis le boisseau d'or, et qui opère au jour le jour une cotation de la «valeur marchande» du dollar. La hausse très soutenue du baril depuis cinq ans signifie bien que le dollar se déprécie. Et qu'il vaut mieux échanger ses dollars en pétrole, «nouvelle valeur refuge», et le stocker. Les marchés à terme ont toujours constitué un révélateur des anticipations monétaires. La «main invisible» d'Adam Smith invoquée par les courtiers des marchés à terme du pétrole a fait grimper la «prime de risque» à 15 ou 20 \$US par baril, alors qu'elle n'est que de 3 à 5 \$US en situation de stabilité monétaire. L'ampleur de cette prime de risque est confirmée par le dernier rapport présenté au débat d'orientation budgétaire du Sénat français en 2004, qui compare «une augmentation du prix du baril de Brent de 10 dollars à une appréciation de l'euro de 10%».

Une analyse comparée du taux de change de l'euro en dollar et du prix du baril montre effectivement des courbes de hausse parallèles.

Depuis l'avènement de l'euro en janvier 1999 coïncidant avec la montée en puissance de la Chine, l'économie mondiale est en pleine restructuration des rapports de forces. Le prix du baril est un élément d'évaluation, un baromètre qui doit donner à réfléchir au devenir de l'ensemble du système monétaire et financier, au lieu de se focaliser uniquement sur le marché pétrolier et la stratégie de l'OPEP.

«Le dollar ? C'est notre monnaie et votre problème», disait Henry Kissinger en 1971 aux Européens. L'Europe a répondu

le trente ans plus tard en créant l'euro. Maintenant, le dollar est devenu le problème des pays producteurs de pétrole qui sont face à un choix politico-économique difficile : entre l'euro et le dollar, faut-il choisir ? Le sujet n'est plus tabou et a encore été évoqué à la réunion de l'OPEP d'Alger en février 2004. Le pire cauchemar de la Réserve fédérale et de tous les courtiers en énergie américains, est que l'OPEP décide de

faire de l'euro la monnaie de compte et de transaction de son commerce pétrolier. Si c'est le cas, les pays consommateurs seraient amenés à vendre une partie des dollars de leurs réserves pour acheter des euros. Le besoin mondial de billets verts diminuant, le cours du dollar chuterait brutalement. Anticipant une crise monétaire, la Chine et la Russie ont déjà commencé à convertir leurs avoirs financiers du dollar vers l'euro avec pour objectif, à terme, le partage à égalité entre les deux monnaies, à l'instar de nombreux autres pays. C'est justement ce phénomène «d'osmose monétaire» intensifié depuis les invasions d'Afghanistan et de l'Irak qui provoque cette dépréciation du dollar. Cette flambée brutale du prix du baril est annonciatrice d'un scénario de réajustement des «déséquilibres financiers mondiaux» qui risque d'être aussi brutal, si les «gardiens des temples monétaires» ne trouvent pas les parades appropriées. Les patrons de la régulation monétaire, Alan Greenspan, patron de la FED pour les Etats-Unis, et Jean-Claude Trichet, patron de la BCE pour l'Europe, présentent des visages souriants et sereins sous les projecteurs des médias. En privé, ils ne sont pas loin de s'arracher les cheveux en imaginant les pires scénarios, au cas où les détenteurs de capitaux, agacés par le glissement inéluctable du dollar, décideraient subitement de changer leurs dollars. Ce serait la panique et une crise mondiale difficilement gérable. Et pourtant, ils se posent tous les jours la même question : le trône de la domination monétaire peut-il s'accommoder de deux monnaies de référence ?

**LA «SOUTENABILITÉ» DES DÉFICITS AMÉRICAINS**

Les partenaires des Etats-Unis sont de plus en plus agacés de voir le pays le plus puissant du monde vivre, avec insouciance, au-dessus de ses moyens, car l'effondrement financier de l'économie américaine entraînera celui de ses principaux partenaires.

C'est une perpétuelle fuite en avant pour éviter de réduire le train de vie du «super-citoyen» américain, «the american way of life». La crise économique américaine est telle que ses conséquences sociales ne se sont pas encore manifestées dans toute leur ampleur. Ainsi, Daimler-Chrysler a annoncé 26.000 suppressions d'emploi; Delphi Automotive Systems supprime 11.500 emplois; Motorola, 22.000 emplois; Lucent Technologies, 16.000 emplois; Nortel Networks, 15.000 emplois; Verizon, 10.000 emplois; Procter-Gamble, 9.600 emplois; Daewoo, 6.500 emplois; Whirlpool, 6.000 emplois; AOL Time Warner, 2.400 emplois; General Motors, 5.000 emplois aux USA et 22.000 en Europe; pour ne citer que quelques exemples d'une liste très longue. L'ampleur



du déficit commercial américain en 2003 a atteint un record de 490 Mds \$US, dont on sait déjà qu'il sera dépassé en 2004. Les importations américaines ont augmenté plus rapidement (+8,3% à 1.508 Mds \$US) que les exportations (+4,6% à 1.018 Mds \$US).

La Chine, qui représente à elle seule un quart du déficit commercial américain (124 Mds \$US), est un paradoxe insoluble. Elle provoque des délocalisations massives, donc des suppressions d'emplois, mais fournit aux Américains des produits bon marché.

Selon les statistiques de la BM et du FMI, les Etats-Unis représentent de très loin l'économie la plus endettée du monde avec un cumul, à la fin 2001, de 28.800 Mds \$ de dettes; - 4.800 Mds \$ de dette publique; - 7.700 Mds \$ de dette des ménages; - 16.300 Mds \$ de dette des entreprises privées.

A titre de comparaison, la dette publique de 187 pays en développement (Russie et Chine incluses), où vivent 85% de la population mondiale, représente environ 1.600 Mds \$, soit le tiers de celle des Etats-Unis et du Japon (4.450 Mds \$), et seulement le double de celle de la France (854 Mds \$). La dette extérieure nette des Etats-Unis (3.400 Mds \$) a atteint 28% du PIB en 2003. Elle est passée de 2% de la richesse du monde en 1999 à 6,5% en 2003.

Cette hausse de la dette extérieure des Etats-Unis ne peut être soutenable que si les banques centrales de ses partenaires continuent d'en financer une part croissante. Pour éviter l'effondrement du dollar et de l'économie américaine, les garants de la stabilité monétaire mondiale (FED, BCE, Japon, Chine) ont inventé le concept de «soutenabilité» du déficit de la balance courante des Etats-Unis. L'accumulation de mauvaises nouvelles sur l'état de l'économie américaine continue d'affaiblir le dollar et de stimuler l'euro. Le tempérament belliqueux de Bush et son équipe n'encourage pas du tout la vision d'une croissance stable à long terme. Alors que la sagesse et le pacifisme européen rassurent les consommateurs, les investisseurs et les marchés.

Cela confirme la vision du Conseil européen de Lisbonne (mars

2000) qui a défini une ambitieuse stratégie globale de changement qui vise à transformer l'Union européenne, d'ici 2010, en «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale». D'après les analystes, la période charnière pour ce changement a été l'élargissement en mai 2004 de l'Union européenne qui a fait passer sa population à 450 millions de personnes, donc de consommateurs, contre 280 millions pour les Etats-Unis d'Amérique.

**QUELLE STRATÉGIE POUR L'OPEP ?**

Cette situation d'incertitude monétaire repose à nouveau le dilemme de l'OPEP : doit-on accumuler des réserves de change en dollars, soumis aux aléas du marché monétaire, ou préserver les réserves de pétrole pour les générations futures ? L'OPEP peut aussi compter sur une alliance écologique mondiale en maintenant un prix élevé du baril afin de promouvoir le Protocole de Kyoto (novembre 1997) pour lutter contre l'effet de serre et qui a du mal à se concrétiser, comme viennent de le montrer la Conférence de La Haye (novembre 2000) et la décision (mars 2001) de George W. Bush de ne pas ratifier cet accord. La devise énoncée par l'Américain Thomas Edison à l'avènement du dollar est d'une brûlante actualité : «Le danger du papier-monnaie est pareil que le danger de l'or - si vous en avez trop, ce n'est pas bon. Il n'y a qu'une règle pour l'argent : c'est d'en avoir juste assez pour mener tout le commerce légitime qui attend d'être fait». Le ministre des Finances, et éminent professeur d'économie, Abdelatif Benachou, a raison de dire que «l'Algérie est un pays pauvre qui se prend pour un pays riche».

Cette sentence pleine de bon sens suffit pour ralentir la surexploitation de nos réserves juste pour accumuler des dollars que notre économie n'arrive pas à absorber, et qui peuvent se transformer du jour au lendemain en monnaie de singe.

«Le dollar ? C'est notre monnaie et votre problème», disait Henry Kissinger en 1971 aux Européens. L'Europe a répondu trente ans plus tard en créant l'euro. Maintenant, le dollar est devenu le problème des pays producteurs de pétrole qui sont face à un choix politico-économique difficile : entre l'euro et le dollar, faut-il choisir ?

Le sujet n'est plus tabou et a encore été évoqué à la réunion de l'OPEP d'Alger en février 2004.

spéculateurs. C'est pour cela qu'à plus de 50 \$ le baril, les experts hésitent encore à parler de «choc pétrolier». Parce qu'ils savent qu'il s'agit d'un «choc monétaire» qui anticipe une probable dévaluation ou un possible effondrement du dollar. Mais qui oserait le proclamer ? Puisque l'interventionnisme des autorités monétaires maintient la parité euro-dollar dans des limites acceptables pour les grands équilibres, ce sont les